

Elevage paysan et souveraineté alimentaire

► La souveraineté alimentaire est un principe de base dans les actions de VSF. En soutenant l'élevage paysan comme système de production alimentaire durable, équitable et hautement performant, VSF peut répondre à cet objectif.



© VSF

► Pour promouvoir et défendre les agricultures paysannes au niveau mondial, il est essentiel de valoriser leurs potentiels et valeurs ajoutées, selon les particularités de chaque territoire rural et de ses producteurs locaux.

► Dans un contexte où partout dans le monde, les paysans sont confrontés à une pression foncière énorme, sont privés d'accès à l'eau, aux ressources génétiques, et sont le plus gravement touchés par la faim, il devient urgent que le principe de souveraineté alimentaire soient reconnu et inscrit dans les politiques agricoles au niveau international.

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, PRINCIPE DE BASE DE L'ACTION D'AVSF

La souveraineté alimentaire est un concept complexe dont la définition dépasse celle de la sécurité alimentaire, pour inclure non seulement la garantie d'un accès à l'alimentation, mais aussi un contrôle démocratique sur les systèmes alimentaires, depuis la production et les transformations des matières premières jusqu'à la distribution, la commercialisation et la consommation. La définition de la souveraineté alimentaire a évolué progressivement au cours des dernières décennies, pour aboutir à sa version actuelle, adoptée lors de la Déclaration de Nyéléni en 2007: « la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ». La souveraineté alimentaire est donc une vision globale de la production alimentaire, de la gouvernance alimentaire et de la justice alimentaire qui reconnaît le rôle crucial des petits producteurs, notamment celui des indigènes, des éleveurs pastoraux et nomades, des agriculteurs, des pêcheurs, des femmes ou enfants des campagnes.

VSF, qui dispose d'une longue expérience, est totalement en cohérence avec cette vision, et reconnaît la souveraineté alimentaire comme un principe de base, tant au Nord qu'au Sud.

COMMENT L'ELEVAGE PAYSAN CONTRIBUE A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Les cinquante dernières années, marquées par l'expansion de l'agriculture intensive, ont porté un coup important à la paysannerie dans le monde, souvent dépossédée de terres, d'eau et de ressources génétiques. Ce phénomène met non seulement en péril la répartition équitable des ressources, mais aussi la biodiversité et l'équilibre environnemental.

Il existe de nombreuses alternatives rentables, équitables et durables, aux pratiques industrielles actuelles de groupes monopolistes qui retiennent en otage la production alimentaire mondiale. L'une d'entre elles est l'élevage paysan, système de production qui intègre le lien structurel entre activité économique et structure familiale, tout en étant relié à son milieu naturel et humain.

La notion d'élevage paysan regroupe une grande variété d'activités, selon les atouts, les revenus et les



habitudes sociales, que ce soit des exploitations pratiquant le pâturage extensif (pastoralisme), ou des élevages de volaille ou de cochons dans l'arrière cour, ou encore des systèmes de productions reposant sur les eaux pluviales ou l'irrigation. Dans tous les cas, la gestion du bétail constitue un maillon important de la chaîne. Dans ce type d'élevage, les animaux jouent plusieurs rôles: source d'alimentation et de revenus, traction animale, apport de fumier, capital social, actif financier, et un moyen de recycler les déchets agricoles (FAO, 2011).

Il existe des liens étroits entre souveraineté alimentaire et élevage paysan:

- Ces deux concepts reconnaissent le rôle central des producteurs agricoles et valorisent le travail d'hommes et de femmes, paysan(ne)s, communautés pastorales, pêcheurs, ouvriers agricoles ou propriétaires d'exploitations.
- La souveraineté alimentaire reconnaît et promeut l'usage des connaissances, compétences et techniques locales ainsi que leur intégration dans de nouveaux modèles de recherche. De même, les relations entre générations, et la transmission des connaissances tra-

ditionnelles constituent une pierre angulaire de l'élevage paysan.

- L'agroécologie est un pilier pour la souveraineté alimentaire, dans la mesure où elle peut réduire les impacts négatifs sur l'environnement et améliorer la résilience au changement climatique. Dans la même idée, l'élevage paysan est plus durable et valorise mieux les ressources que les systèmes d'élevage intensif.
- L'élevage paysan implique des modes de consommations responsable et des relations directes entre producteurs, transformateurs, et consommateurs. L'élevage paysan s'oppose à la vision de la marchandisation de l'alimentation sur le marché mondial.
- Souveraineté alimentaire et élevage paysan considèrent tous deux que les systèmes agricoles locaux sont un élément clé pour garantir l'accès à tous à la nourriture. Cela implique la mise en œuvre d'une série de mesures de lutte contre les marchés internationaux non durables, et contre les accords protégeant les intérêts de grosses sociétés faiblement réglementées.
- Enfin, la souveraineté alimentaire promeut des dispositifs locaux spécifiques pour le contrôle des ressources (terres, pâturages, eau, semences, bétail, ressources

LE BÉTAIL ASSURE DIFFÉRENTES FONCTIONS POUR LES COMMUNAUTÉS RURALES

Revenus et épargne: poulets, canards, oies, lapins, petits ruminants, cochons et autres animaux de basse-cour valorisent les déchets organiques, et représentent un capital mobilisable en cas de besoin. Le bétail de plus grande taille représente parfois la seule ressource disponible pour l'investissement ou l'épargne, dans des zones où les services bancaires sont déficients ou totalement absents. Dans de nombreux cas le bétail et les produits d'origine animale représentent la seule source de revenus monétaires, donnant accès à d'autres échanges économiques. Dans beaucoup de sociétés, le bétail est un élément déterminant du statut social de la famille.

Stratégie d'adaptation: la vente des animaux pendant la saison sèche est un exemple classique d'adaptation au manque de pâturage, et elle permet d'apporter des liquidités au foyer pour l'achat de nourriture ou d'intrants agricoles.

Nutrition: lait, œufs et viande constituent une source essentielle de protéines animales, bien inestimable dans les régions reculées où il n'existe pas d'autres ressources disponibles, et ce particulièrement pour offrir un régime alimentaire enrichi aux populations sensibles, parmi lesquelles enfants et femmes enceintes. Par ailleurs, les produits d'origine animale représentent pour beaucoup de communautés pastorales les seuls biens échangés avec d'autres communautés, et plus particulièrement les populations agricoles sédentaires pratiquant la polyculture. Ces échanges permettent aux populations pastorales d'avoir accès pour leur alimentation à des céréales et autres produits de récolte.

Traction animale: les animaux sont utilisés pour la traction, le labour des sols et le transport des récoltes. Dans les zones arides du Sahel, les dromadaires et les ânes représentent le seul moyen de transport de charges pour les populations nomades, assurant donc la pérennité de ce mode de vie.

Recyclage des fumures organiques : les animaux jouent un rôle crucial dans la fertilisation des sols. L'utilisation du fumier pour les cultures réduit l'emploi d'engrais chimiques.

halieutiques, techniques de production et de transformation) par les producteurs locaux. De cette manière, elle respecte et affirme le droit des communautés locales à vivre sur leurs terres et à en disposer, et promeut les interactions entre producteurs de différentes régions en vue de la résolution de conflits internes ou nationaux. Certains systèmes d'élevage paysan, comme le pastoralisme, où les communautés locales sont au centre du processus de planification et de décision, sont de ce fait très liés à la souveraineté alimentaire.

POURQUOI SOUTENIR L'ÉLEVAGE PAYSAN

Il est nécessaire d'inscrire l'élevage paysan dans l'agenda des politiques agricoles, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'une très faible part de l'argent public lui est consacré, alors qu'il fait vivre 2 milliards de personnes (FIDA, 2010).

L'élevage paysan crée des emplois tout en assurant une meilleure répartition des richesses. Il renforce l'économie locale, améliore les conditions de vie des foyers ruraux et a un effet bénéfique et durable sur l'environnement, grâce à ses nombreuses stratégies d'adaptation et à la préservation de la biodiversité, notamment celle des races locales en élevage. L'enjeu social est également au cœur de l'élevage paysan, qui reconnaît l'importance des savoir faire locaux et des liens intergénérationnels nécessaires à leur transmission.

A l'échelle mondiale, les $\frac{3}{4}$ des personnes souffrant de la faim, sont des paysans et leurs familles. La majorité d'entre eux dépend de quelques animaux de basse cour pour sa subsistance quotidienne. Par conséquent, pour être efficaces, les programmes de lutte contre la faim ne peuvent ignorer le besoin urgent de soutenir les petites exploitations familiales.

Face à ce constat, il est nécessaire d'identifier les freins et les défis à relever pour permettre à l'élevage paysan de contribuer à la souveraineté alimentaire, afin de déterminer les priorités des actions gouvernementales pour le soutien de ces systèmes:

- En matière de gestion du bétail: Santé et bien être des animaux, accès et gestion des pâturages, alimentation animale, accès à l'eau, liberté de circulation, accès à des services vétérinaires publics et/ou privés (lesquels gèrent également les zoonoses et les maladies vectorielles).
- Gouvernance et politiques internationales: Accords nationaux et internationaux, politiques établies par les institutions financières et par les agences des Nations Unies concernées par l'alimentation, réglementation



© VSF Belgium

des marchés et du commerce, politiques de réformes agraires, et programmes d'aide au développement.

- Chaîne de valeur: gestion globale de la chaîne de valorisation alimentaire dans le respect des principes de la souveraineté alimentaire (y compris le rôle très important des organisations d'éleveurs ou de producteurs), de la production à la transformation, et à la distribution au consommateur final.
- Aspects financiers: à savoir l'accès au crédit pour les éleveurs, et notamment la promotion du microcrédit ou de toute autre forme d'investissement collaboratif et communautaire et de gestion financière, dans le respect des structures sociales traditionnelles, des autorités et des systèmes de prise de décision.
- Face au changement climatique: préparation à des événements climatiques extrêmes, proposition de stratégies d'adaptation, et d'aides supplémentaires en cas de sécheresse, inondation ou autres événements, reconnaissance de l'effet positif de l'élevage paysan (gestion durable de grandes zones de prairies) sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le coût du soutien aux petits producteurs est inférieur à celui de l'agrobusiness, et ce pas seulement d'un strict point de vue financier. Le coût environnemental ou social (chômage) de l'agriculture familiale est évidemment bien moindre. De plus, elle crée des communautés rurales solides et génératrices d'emploi.

Par conséquent, on comprend l'intérêt de soutenir l'agriculture paysanne, et ce dans le monde entier, face aux multinationales de l'agroalimentaire qui répondent aux intérêts de quelques sociétés plutôt qu'aux communautés locales. Pour toutes ces raisons, VSF prône l'adoption d'une démarche globale et cohérente, adaptée aux conditions spécifiques des territoires ruraux, pour mettre en place des systèmes alimentaires locaux selon les principes de la Souveraineté Alimentaire.

CONCLUSION

VSF International souhaite améliorer la coordination avec ses partenaires afin de s'assurer que le principe de souveraineté alimentaire est un élément déterminant dans la définition et la mise en œuvre de ses projets :

- En donnant la priorité aux éleveurs paysans, systèmes pastoraux, agriculteurs et autres communautés travaillant essentiellement dans les conditions décrites ci-dessus ;
- En soutenant des programmes de recherche visant à résoudre les problèmes spécifiques des éleveurs marginalisés ;
- En facilitant l'accès des petites exploitations familiales à des débouchés commerciaux, par le biais de multiples actions (procédés de transformation de produits d'origine animale, contrôle de la salubrité des aliments, élaboration d'une chaîne alimentaire, etc.) ;
- En s'assurant que la définition des actions prioritaires pour le développement des compétences, associe les marchés et producteurs locaux, par la formation et le transfert de technologies notamment ;
- En garantissant la reconnaissance du travail des minorités, par le biais de prix équitables et de l'implication d'un nombre minimal d'intermédiaires, et en accordant une attention particulière aux éleveurs, communautés rurales, femmes et enfants ;
- En sensibilisant les populations sur les droits des éleveurs paysans et sur leur rôle dans le cadre des politiques agricoles, en s'adressant en particulier aux acteurs européens, depuis les consommateurs, les étudiants en productions animales, les ONG, jusqu'aux décideurs ;
- En encourageant les décideurs des organisations internationales et des gouvernements, que ce soit de pays développés ou émergents, à examiner le rôle de l'élevage paysan dans leurs politiques et leurs débats ;
- En réagissant de manière concertée à toute action pouvant nuire à l'élevage paysan, que ce soit de notre propre initiative, ou en appui à des actions menées par d'autres organisations de la société civile. Dans ce cadre, VSF International participe à la surveillance des politiques menées par l'Union Européenne, telles que les Accords de Partenariat Économique, mais également les politiques, accords et règlements commerciaux, accords bi- et multilatéraux et programmes d'aide mis en place par de multiples acteurs internationaux.



© AVSF

BIBLIOGRAPHIE

AA.VV. (2010) A Viable Food Future - Part II; The Development Fund, Norway • Deininger, K., et al. (2011) Rising Global Interest in Farmland. Can it Yield Sustainable and Equitable Benefits? Washington, DC: World Bank • Dessì A., Nonne M.F., Nonne P. (2009) Food Sovereignty. Brief outline of the basic concepts; SIVtro • Holt-Giménez, E. (2009) From Food Crisis to Food Sovereignty - The Challenge of Social Movements • FAO (2011) World Livestock 2011 – Livestock in food security. Rome • IFAD (2010) Rural poverty report 2011. Rome • Maluf, R.S. (2010) Marco institucional e políticas públicas para a segurança e soberania alimentar e nutricional no Brasil (Paper prepared for the International Conference on the Dynamics of Rural Transformation in Emerging Economies, New Delhi, April 14-16, 2010) • Pretty J., et al. (2006) Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries. Environmental Science & Technology 40, no. 4, (2006): 1114-19. • Sere, C. & Steinfeld, S. (1996) World Livestock Production Systems: Current status, issues and trends • Steinfeld, H., et al (2006) Livestock's Long Shadow: Environmental Issues and Options. Rome, FAO • Windfuhr M., Jonsén J. (2005) FOOD SOVEREIGNTY: towards democracy in localized food systems, FIAN ITDG Publishing.

**Vétérinaires Sans Frontières
International**

Av. Paul Deschanel 36-38
1030 Bruxelles
BELGIQUE

info@vsf-international.org

vsf-international.org